

Impact limité de la baisse des cours du pétrole

La baisse du prix du pétrole n'a pas provoqué un allègement de notre facture énergétique, selon une étude de la Banque centrale. Le déficit de la balance énergétique du pays a atteint un sommet en 2014. Est-il dans ces conditions raisonnable d'espérer une baisse des prix publics de l'énergie ?

Il ne faudra pas se bercer d'illusions et espérer une baisse des prix publics de l'énergie à la faveur de la baisse des cours du baril de pétrole constatée depuis le 4^e trimestre de l'année dernière. Tant que la subvention des produits énergétiques affichera les niveaux de dépenses historiques enregistrés depuis quatre ans, il serait suicidaire pour les finances publiques et en dernière analyse pour l'économie du pays en général d'escompter une quelconque pause dans l'ajustement à la hausse du prix public de l'énergie. D'autant plus que nous serons de plus en plus dépendants de l'extérieur pour notre consommation en ce produit. C'est ce que suggère, sinon révèle une récente analyse de la direction générale des statistiques de la Banque centrale que l'institut d'émission vient de publier, récemment portant sur « l'impact de la variation des prix, du taux de change et des quantités sur l'évolution des échanges commerciaux du secteur énergétique », durant les 11 premiers mois de l'année 2014, au cours desquels la balance énergétique a enregistré un déficit de près de 3,4 milliards de dinars, soit plus de 1,2 milliard de dinars par rapport à la même période de 2013. « Cette situation est le résultat de l'effet conjugué de l'augmentation des importations de 12,4% et de la baisse des exportations de 11,2% », indique le document de la BCT qui, sur cette base, a voulu connaître les raisons de ce creusement abyssal, par le biais d'une approche empirique.

Une flambée des quantités importées

La baisse du prix du pétrole n'aurait eu qu'un impact limité sur l'évolution des importations, dans la mesure où les achats de pétrole brut ne représentent que 20% des importations du pays en produits énergétiques. Le gaz représente 31% de nos importations énergétiques dont le prix n'a enregistré qu'une légère baisse en comparaison à celui du pétrole. Les 49% restants de nos importations en la matière concernent les produits raffinés de pétrole « dont les prix n'ont pas subi de grandes variations », note le document de la BCT. En fait, la régression du prix du baril a

entraîné une perte de 290,5 MD en recettes d'exportations et une surfacturation de 120,9 MD de dépenses d'importations. Cela a généré un effet net négatif de 411,4 MD.

De ce point de vue, déjà, il serait hasardeux de s'aventurer dans une quelconque baisse.

Que dire alors de l'effet quantité dans le déficit de notre balance énergétique. La baisse des quantités exportées a entraîné la diminution des recettes des exportations à hauteur de 267,7 MD lors des 11 premiers mois de 2014 en liaison avec la baisse de la production nationale de pétrole brut. Pour les importations, les quantités importées, durant la période précitée, ont augmenté de 39% par rapport à la même période de 2013, traduisant une hausse de la demande tunisienne en produits énergétiques, surtout de gaz naturel. Les raisons pouvant expliquer la flambée d'une telle demande, demeurent un véritable mystère.

Cette accélération de la demande ne peut provenir du secteur industriel.

L'évolution de l'indice de production industrielle l'aurait révélé. Il ne peut provenir des ménages, à moins qu'une très grande partie se soit équipée de chauffage central et de climatiseur.

A cet égard, la STEG pourrait apporter un début d'éclairage sur cette curiosité. En tout cas, entre le manque à gagner en recettes de la baisse des exportations et la hausse des dépenses en raison d'importations massives dont l'impact serait de l'ordre de 427,1 MD, l'effet est forcément négatif de près de 695 MD.

Il convient de préciser, à ce propos, que plus de 57% du déficit de la balance énergétique renvoient à cette augmentation en quantité des importations.

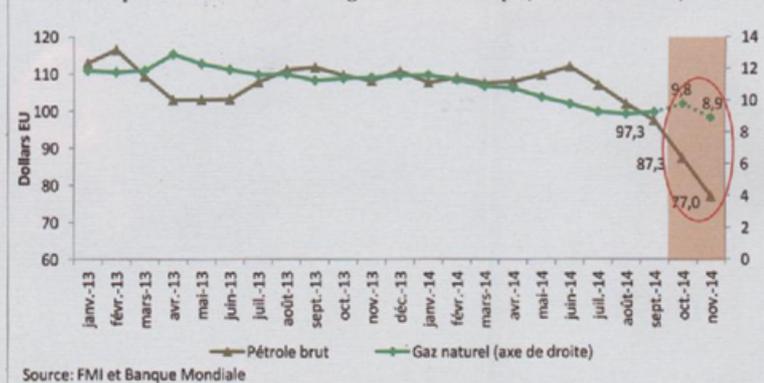
Que dire, enfin, de l'effet change sur la balance énergétique. Il a amplifié les importations de 216,9 MD que l'impact positif en termes de recettes d'exportation n'a pu compenser. Du coup, l'effet net est négatif de 56,4 MD.

On importe de plus en plus, sans exporter en rapport. En quoi cela devrait impacter sur le prix public de l'énergie ? Manifestement rien.

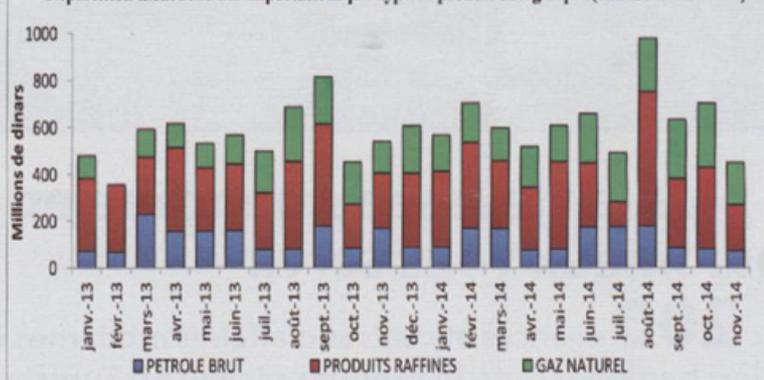
L'impact de la baisse des cours du pétrole



Evolution des prix du Baril de Brent et de gaz naturel en Europe (Janv2013-Nov2014)



Répartition mensuelle des importations par type de produit énergétique (Janv2013-Nov2014)



et prochainement du prix du gaz, à condition que l'on change notre méthode de trading en la matière, comme la hausse du taux de change du dollar par rapport au dinar, ne servirait qu'à alléger, un tantinet, les charges de la subvention

énergétique supportées par le budget de l'Etat. Cela représente une marge budgétaire relativement confortable qui réduirait, du coup, le déficit budgétaire ou qui permettrait de renforcer le budget d'investissement de l'Etat. ● N.Z